

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 73 - 28 mai 1979

PRIX : 1 F

MASSACRES DE BANGUI

quand l'impérialisme
et ses valets versent
des larmes de
crocodile



sommaire

Page 2 :

- MASSACRES DE BANGUI: les larmes de crocodile...

Page 3 :

- COTE D'IVOIRE : des millions pour les loisirs des riches

Page 4 :

- MAURITANIE : ceux qui parlent au nom des noirs

Page 5 :

- SENEGAL : une occasion de faire de la démagogie

Page 6 :

- SOMMET DE KIGALI : une réunion de famille

Page 7 :

- CONVENTION DE LOME : un système qui n'enraye pas le sous-développement

Page 9 :

- POUR LUTTER CONTRE LA DICTATURE EN AFRIQUE, il faut un parti révolutionnaire

Page 10 :

- ELECTIONS EUROPEENNES : vive l'Europe débarrassée des frontières et du capitalisme

éditorial

MASSACRES DE BANGUI : =====
QUAND L'IMPERIALISME ET SES VALETS VERSENT DES
LARMES DE CROCODILE =====

Depuis que "Amnesty International" a révélé le massacre en janvier dernier d'une centaine d'enfants centrafricains par les sbires du dictateur Bokassa, toute la presse bourgeoise s'indigne et dénonce cet acte barbare. C'est un "scandale", selon ces journaux, que ces massacres se passent justement dans une année baptisée "Année Internationale de l'Enfance".

A propos de ces tueries de Bangui, le ministre français des Affaires Etrangères, Jean-François Poncet a cyniquement déclaré : " Si les faits (...) étaient établis, ils ne pourraient que susciter l'indignation non seulement en France, mais aussi en Afrique. Mais nous ne disposons actuellement que de témoignages contradictoires. Quand la lumière sera faite en toute objectivité, la France (...) usera de l'influence dont elle dispose pour défendre les droits de l'homme". A la conférence franco-africaine de Kigali, "sommet" qui a réuni les valets de l'impérialisme français, une commission a été mise sur pieds pour enquêter sur la situation à Bangui.

Toutes ces indignations et déclarations ne sont que pure hypocrisie et mensonges. La dite commission d'enquête n'est que du cinéma. Car c'est justement le gouvernement français qui soutient la dictature de Bokassa depuis son arrivée au pouvoir. C'est le gouvernement français qui aide militairement et financièrement Bokassa qui défend ses intérêts qui sont importants dans cette partie de l'Afrique. D'ailleurs la famille Giscard fait de grosses affaires dans l'uranium, le diamant et l'ivoire.

Alors, tant que les intérêts des capitalistes sont préservés, cela suffit. Giscard et son gouvernement ferment les yeux sur les crimes de leur valet Bokassa. Ils se moquent éperdument du sort des enfants ou plus généralement de celui des opposants qui sont éliminés physiquement par les dictateurs à leur solde. Seuls leurs intérêts comptent, les " droits de l'homme" dont parle François Poncet ne sont que pure hypocrisie.

Quant à la prétendue commission d'enquête qui va se rendre à Bangui, ce n'est pas un hasard que des pays comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal dont on connaît le degré de servitude envers l'impérialisme en fassent partie. Cette commission, à la solde de Giscard, composée des bourreaux des peuples africains va dire ce que Giscard voudra bien qu'elle dise.

Senghor n'a-t-il pas déclaré aux journalistes que Bokassa n'a jamais donné l'ordre de massacrer les écoliers, mais qu'il y a eu tout simplement des bavures ?

Tous ces chefs d'Etat africains, pour se maintenir au pouvoir utilisent les mêmes méthodes barbares que Bokassa quand leur régime est en danger. Aujourd'hui ce dernier est éclaboussé et les crimes qu'il vient de commettre ont éclaté au grand jour ; mais tous emprisonnent, torturent, assassinent tous ceux qui s'opposent à leur dictature.

.../...

abonnements

FRANCE : 1 an

ordinaire : 12 F

sous pli fermé : 36 F

AUTRES PAYS :

écrire au journal

Adresser toute correspondance à :

Combat Ouvrier

BP 80 93 300

Aubervilliers France

en spécifiant :

" pour le PAT ".

* * *

L'impérialisme, qui les soutient, les laisse faire. Quand parfois ces valets deviennent impopulaires, il les remplace par d'autres ; la dictature, elle, demeure.

Mais les écoliers de Centrafrique ont fait la démonstration, s'il en était encore besoin, que malgré toutes les protections dont elles bénéficient, les dictatures ne sont pas inébranlables.

UNE DEMISSION SANS RISQUE

L'ambassadeur de l'Empire Centrafricain à Paris, Sylvestre Bangui, a donné sa démission le 22 mai et demande le droit d'asile politique à la France.

Dans une conférence de presse il a dénoncé les massacres d'enfants par l'armée impériale de Bokassa et annonce la création d'un "Front de Libération des Oubanguiens".

Bangui, qui s'est lui-même proclamé président du FLO veut "lutter contre le népotisme et la pléthore d'inutiles et d'incapables". Mais que propose donc l'ambassadeur ? garder Bokassa et le mettre à la tête d'une "monarchie constitutionnelle (...)" comme au Maroc".

En réalité ce monsieur est en train de mener double jeu en se plaçant dès maintenant dans l'opposition sans trop se mouiller. Si Bokassa tombe, il espère trouver une petite place avec les nouveaux dirigeants. Dans le cas contraire, il n'a pas grand chose à perdre.

Décidément Bokassa s'est entouré de beaux filoux !

COTE D'IVOIRE : DES MILLIONS POUR LES LOISIRS DES RICHES

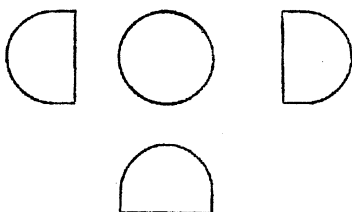
Houphouët Boigny vient d'inaugurer un terrain de golf à Yamoussoukro, avec le gratin des ambassadeurs, ministres et hommes d'affaires du tourisme.

Rien n'a été épargné pour en faire un golf "hautement compétitif" : 80 hectares de gazon, système d'irrigation sur ordinateur, 16 Km de tuyaux enfouis sous la terre, deux années de travaux ...etc

Cet investissement rapportera probablement des bénéfices, car les riches du monde entier vont y venir, et sera certainement prestigieux. Mais l'administration a quand même la décence de ne pas annoncer publiquement combien de centaines de millions CFA cela a coûté.

230 millions CFA permettraient, par exemple, de doter 100 villages de robinets publics, non branchés sur ordinateurs évidemment -les villageois n'en demandent pas tant pour le moment-.

Mais comme c'est la logique de la rentabilité qui détermine les choix ...



MAURITANIE

ceux qui parlent
au nom des noirs

Tout récemment, pour protester contre l'arabisation de l'enseignement, il y a eu des manifestations et des affrontements dans plusieurs villes de Mauritanie : à Kaedi, Se-libaby, Rosso ainsi qu'à Nouackchott. Le gouvernement a envoyé la police contre les manifestants et procédé à des arrestations massives. Mais comme il fallait s'y attendre, cela ne fait qu'augmenter le mécontentement de la population noire.

Une forte proportion de la population mauritanienne est composée de noirs : les peuhl, les sarakoulé et les hardani. Mais le régime de Nouackchott, depuis plusieurs années, pratique une politique discriminatoire vis-à-vis de cette population noire.

La discrimination raciale existe à tous les niveaux de l'administration et dans l'armée, en particulier dans le gouvernement. Sinon comment expliquer le fait que les noirs soient en général écartés de tous les postes clés : la défense, l'économie, la présidence de la république etc... A cela s'ajoute la récente décision d'arabiser l'enseignement, c'est-à-dire d'imposer à toute une partie de la population, une langue qui n'est pas la sienne. La décision venant juste à la veille des examens, les élèves non arabes se sont spontanément révoltés.

Pour le moment, seule l'intelligentsia noire manifeste son mécontentement. Mais il n'est pas dit que le sentiment d'oppression raciale ne trouve pas un écho parmi les autres couches de la population noire, en particulier les ouvriers et les paysans pauvres. D'autant plus que les politiciens noirs qui n'ont pas été acceptés à la mangeoire gouvernementale, tenteront de se donner une base sociale en canalisant les mécontentements contre la misère et la pénurie vers le mécontentement racial.

Senghor de son côté fait une large publicité au problème noir mauritanien, pour se donner à bon compte l'image d'homme de justice, alors que les injustices ne sont pas plus grandes en Mauritanie qu'au Sénégal. Senghor est allé jusqu'à dire que si un front pour l'auto-détermination des négro-africains se créait, il le soutiendrait. Il est d'ailleurs significatif que quelques jours seulement après cette déclaration, la création d'une organisation fantôme comme le Walfougui ait été proclamée.

A ce sujet, nous avons reçu une lettre du Walfougui dont nous publions quelques passages : "La communauté noire de Mauritanie est menacée d'acculturation et d'extermination du fait de la politique raciste du gouvernement berbère de ce pays. Y-a-t-il la différence entre la pendaison par les chars d'assaut dans la ville en Mauritanie et la pendaison de la semaine dernière en Afrique du Sud, des noirs victimes de la ségrégation des blancs ? ". "Il n'existe qu'une solution, l'appui total au Front de Libération Walfougui pour permettre à celui-ci de prendre en main la gestion du pouvoir pour instaurer en Mauritanie, un vrai régime démocratique et populaire".

Nous ne savons pas ce que représente cette organisation, mais programatiquement, elle ne représente pas les intérêts de la population pauvre de la Mauritanie, y compris la population négro-africaine dont elle se porte défenseur. Ce qu'elle cherche, c'est tout simplement regrouper les mécontents dans un front où il y aurait des travailleurs et des paysans pauvres avec les féodaux du Guidimaka, des marabouts réactionnaires du Walo et des hommes d'affaires négro-africains comme Abdoul Aziz Ba, pour ne citer que celui-là.

Les fondateurs du Walfougui ne luttent pas contre l'oppression raciale elle-même. Ils cherchent seulement à arriver au pouvoir. Une fois en place ils appliqueront la même politique que les dirigeants actuels, à la différence que ce seront les arabes-berbères qui subiront l'oppression raciale. Les exploités du Walo et du Guidimaka ne doivent pas compter sur les gens qui parlent en leur nom, sous prétexte qu'ils ont la même couleur de peau. Ces gens-là sont des politiciens qui ne défendent pas leurs intérêts. Les travailleurs noirs sont plus

proches de leurs semblables arabo-berbères que de ces politiciens bourgeois. De quelque origine qu'ils soient, les travailleurs ont les mêmes ennemis.

En 1968, au cours de la grève des ouvriers de la MIFERMA, le gouvernement fantôme de Ould Daddah n'a pas regardé la couleur de la peau des grévistes, il a donné l'ordre à sa police de tirer sur les ouvriers, faisant plusieurs morts.

Si les travailleurs et les paysans pauvres mauritaniens veulent se débarrasser des injustices, du racisme et de l'oppression sous toutes ses formes, ils ne doivent pas suivre les nationalistes noirs ou arabes qui cherchent à les organiser sur des bases tribales ou raciales. Ceux-là veulent les utiliser pour accéder au pouvoir, et mener la même politique réactionnaire que leurs prédécesseurs.

Pour éviter cela il faut que les travailleurs et les paysans pauvres s'organisent en tant que classe sociale pour lutter contre tous les exploiters, qu'ils soient noirs ou arabes. C'est comme cela qu'ils pourront supprimer l'oppression et la discrimination raciale.

SÉNÉGAL : L'ANNÉE DE L'ENFANCE, UNE OCCASION DE FAIRE DE LA DEMAGOGIE

Dans le cadre de "l'Année Internationale de l'Enfance", le gouvernement de Senghor a organisé une "semaine d'exposition" de dessins d'enfants au centre culturel Blaise Senghor. Selon le "Soleil", journal senghorien, le but de cette exposition était de donner la liberté d'expression aux enfants de 5 à 6 ans.

M. Maréna Mané, directeur du cabinet du ministre de la culture, a profité de cette occasion pour faire un grand bla-bla sur la "nécessité de laisser s'exprimer les enfants". Heureusement que le ridicule ne tue pas ! Car s'il voulait que les enfants s'expriment par le dessin, il aurait commencé par permettre la scolarisation la plus large des enfants...

Il est vrai que faire des discours démagogiques sur les enfants coûte moins cher que de s'occuper réellement de leurs problèmes.

SOMMET de KIGALI

une réunion de famille

Le Sommet franco-africain, qui est annuel, s'est tenu cette fois-ci à Kigali, au Rwanda. 25 Etats y étaient représentés.

Le journal "Fraternité Matin" (Côte d'Ivoire) résume bien ce qui en est sorti, à part l'étalage, bien obligatoire, du linge sale de Bokassa : "En ce qui concerne les résultats de cette rencontre, disons qu'en dehors des points d'ordre économique, les chefs d'Etats et de gouvernement ont décidé de doter désormais la conférence franco-africaine d'un secrétariat administratif léger dont l'étude a été confiée au Bénin, à la Côte d'Ivoire, à la France, au Gabon, au Niger, au Rwanda et au Sénégal".

Pour la galerie, les conférenciers ont fait des discours pour alerter le monde sur l'écart grandissant entre les pays industrialisés et les pays du Tiers-Monde. Pour combler cet écart nos gouvernants souhaitent un accroissement de l'aide et une remise des dettes. Comme si le sous-développement n'était pas dû justement à l'exploitation des pays impérialistes représentés par Giscard.

Cette conférence est, pour Giscard, une occasion d'apparaître comme l'homme qui oeuvre pour le développement. N'a-t-il pas procédé à l'annulation de certaines dettes, à l'augmentation de sa participation financière de 36 milliards CFA à la BAD (Banque Africaine de Développement) et au FAD (Fond Africain de Développement)

Giscard s'est même payé le luxe d'apparaître comme le défenseur des droits de l'homme. Il voulait inclure dans les conditions de "l'aide" le respect des droits de l'homme", lui qui envoie ses légionnaires aux quatre coins de l'Afrique et protège les dictateurs sanguinaires. Ses valets ont refusé cette clause. Le fait de l'écrire sur les papiers ne les aurait bien sûr pas obligé à quoi que ce soit de ce point de vue, mais ils ont jugé qu'il ne fallait pas trop faire référence à cela !

Le Sommet franco-africain est un cadre qui permet aux dictateurs de prouver leur fidélité à l'impérialisme français. Leur raison d'être c'est de favoriser l'activité des sociétés capitalistes internationales et en particulier françaises. En échange de leur servilité, les chefs d'Etats africains qui se sont réunis, reçoivent quelques aides financières. Mais ces sommes représentent une infime partie de ce que les capitalistes retirent de l'Afrique.

Au journaliste qui lui demandait quels étaient les sentiments qui ont animé les travaux, Houphouët a répondu : "C'était à la fois un sentiment de satisfaction, de reconnaissance et de fierté. (...) Un sentiment de reconnaissance d'abord à l'égard du Président de la République Française, M. Valéry Giscard d'Estaing(...)" En clair ils ont eu l'assurance qu'ils continueront d'être aidés à rester en place, financièrement et militairement.

Senghor et d'autres voudraient la création d'une armée inter-africaine encadrée et payée par la France. Giscard semble hostile car rien ne l'y pousse pour le moment. D'ailleurs il n'a pas besoin de cela pour intervenir où il le veut pour protéger les intérêts de l'impérialisme.

Ce Sommet répond aux besoins des dictateurs, il leur est utile, mais cela n'est d'aucune utilité pour les peuples africains.

CONVENTION de LOME

un système qui n'enraye pas le sous-développement

Depuis quelques mois, le renouvellement de la Convention de Lomé est à l'ordre du jour. Du 22 au 24 mars, une conférence s'est tenue à Freeport, au Bahamas. Les 24 et 25 mai, une autre conférence s'est tenue à Bruxelles, pour préparer ce renouvellement. A l'allure où se tiennent les conférences, on peut être tenté de croire que la Convention de Lomé est un système très important. En fait de quoi s'agit-il ?

En décembre 1975, une série d'accords ont été signés entre les pays de la Communauté Economique Européenne (CEE) c'est-à-dire les pays du marché commun et 57 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique; (on les appelle pays ACP). Ces accords, qu'on appelle Convention de Lomé, ont pour but, selon les signataires, de favoriser le développement économique des pays ACP.

Ces pays peuvent ainsi bénéficier de l'exemption des taxes de douanes, aux frontières européennes, pour la plupart de leurs produits agricoles, avoir des tarifs préférentiels pour certains produits tels que le sucre pour les producteurs de canne, et surtout, ils ont une sorte d'assurance contre les risques de chute du cours des matières premières et les risques de mauvaise récolte.

Cette assurance s'appelle le Stabex (Stabilisation des recettes à l'exportation). Ainsi, le Sénégal par exemple, pour surmonter les difficultés dues aux mauvaises récoltes d'arachide pour 1978, a obtenu dans le cadre du Stabex, un fond de 18,9 milliards CFA. Mais il va sans dire que cet argent est un prêt remboursable en 5 ans, sans intérêts.

La Convention de Lomé organise aussi d'autres formes d'aides, dans le cadre du FED (Fond Européen de Développement). En matière d'aide, il suffit simplement de comparer les chiffres. Depuis sa création, le FED a accordé 20 milliards de FF de crédit, soit 1 000 milliards CFA aux pays sous-développés des ACP. Somme qui ne suffirait même pas pour éponger la dette publique de la seule Côte d'Ivoire, qui s'élève à 1 040 milliards CFA. Cela montre toute la dérision qu'il y a derrière les paroles des dirigeants des pays d'Europe aussi bien que des ACP, sur "la lutte contre le sous-développement".

Pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, membres de la Convention, il s'agit, officiellement, d'essayer de réduire l'écart qui existe entre les pays développés et les pays pauvres. Mais cet écart ne cesse de s'accroître du fait même de la domination capitaliste sur le monde. Alors, les conférences peuvent se succéder, mais l'impérialisme reste toujours le maître du jeu. Les prix des matières premières sont fixés à la bourse de Londres ou de New-York, et les pays ACP n'y ont pratiquement aucun droit de regard.

Les dirigeants de certains pays, tels que la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Mali par exemple, pensent qu'en axant tous les efforts des populations dans des cultures industrielles, café, cacao, arachide, coton etc...ils pourront accumuler assez de richesses pour amorcer le développement. Mais c'est ne pas tenir compte des échanges inégaux qui caractérisent le système capitaliste.

Car en 1960, il fallait 3 tonnes de bananes pour acheter un tracteur, en 1970, il en fallait 11 tonnes, en 1976, 17 tonnes pour le même tracteur, et à l'heure actuelle, l'écart est encore plus grand. Non seulement l'échange inégal est un frein à l'équipement, mais les transactions passent par les mains de grosses sociétés qui prélèvent leur part. 7 compagnies se partagent à elles seules, le monopole du sucre dans le monde ; Michelin et Goodyear dominent la production mondiale du caoutchouc, et Lesieur, dans la CEE, celle de l'arachide. Toutes ces compagnies bénéficient d'avantages énormes, et tirent de gros bénéfices qu'ils réinvestissent dans des secteurs plus rentables dans les pays développés, ou qu'ils retournent

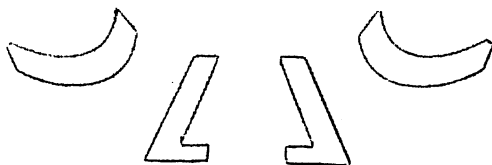
sous forme de prêts dans les pays ACP.

La Convention de Lomé, ce n'est qu'une vaste entreprise qui profite surtout à l'impérialisme. Les pays pauvres s'appauvrissent de plus en plus, tandis que les pays riches continuent de s'enrichir. Les pays ACP se rendent bien compte d'ailleurs que les dindons de cette farce capitaliste, c'est eux. Comme solution ils proposent d'inclure dans la Convention, de nouvelles clauses garantissant le prix de certaines ressources minières, telles que le fer, (60 à 80 % des ressources de la Mauritanie) le cuivre (45 à 55 % des ressources du Zaïre, 90 % de celles de la Zambie) etc... Ils proposent également de faire appel à plus de capitaux privés, c'est-à-dire de s'endetter un peu plus,

Prétendre trouver une solution aux problèmes que pose le sous-développement, dans le cadre de la société actuelle n'est que pure illusion. L'exemple des pays gros producteurs de pétrole est assez frappant à cet égard. Malgré les devises considérables que rapporte la vente de ce produit, les dirigeants de ces pays en sont réduits à investir dans les pays développés, faute d'infrastructure sur leur propre sol, et aussi faute de débouchés autres que ce que l'impérialisme leur impose.

La pauvreté, la misère que connaît aujourd'hui le tiers monde est l'héritage de tout un passé fait de pillage, de brigandage et de vol. C'est la conséquence du système capitaliste dans lequel nous vivons. Un système qui consiste, pour les pays impérialistes, à organiser l'économie des pays pauvres en fonction des besoins de leur économie à eux, quitte à réduire des millions d'êtres humains à la famine et à la mort. La seule solution, c'est la destruction de ce système odieux.

Car la société capitaliste est ainsi faite, que toutes les richesses, tant matérielles, scientifiques que techniques sont concentrées dans un petit nombre de pays. C'est en détruisant ce système, et en mettant toutes ces richesses au service de l'humanité toute entière, que l'on pourra réellement parler de coopération et de développement.



pour lutter contre la dictature en Afrique : il faut un parti révolutionnaire

Depuis quelques temps, l'Afrique est le théâtre de nombreux événements qui ont marqué la presse internationale, et surtout, fait trembler nombre de dictateurs africains.

Au Libéria et en Centrafrique, par exemple, des manifestations populaires ont eu lieu tout récemment. Les forces de répression se sont abattues sur les foules et ont fait plusieurs centaines de morts. Au Tchad, le gouvernement de Malloum a sauté pour laisser la place au Frolinat, sans que pour autant, les problèmes soient résolus.

En Ouganda, c'est aussi une autre équipe qui a succédé à celle d'Amin Dada. En Mauritanie, les mécontentements des populations noires se manifestent contre l'enseignement unique et obligatoire de la langue arabe. Dans d'autres pays, les mécontentements couvent et peuvent éclater un jour ou l'autre malgré toutes les menaces de répression.

Face à cette situation, nombreux sont ceux qui, intéressés aux problèmes de l'Afrique, se posent des questions. Qu'est-ce que les révolutionnaires peuvent faire de concret ? Est-ce qu'il y a d'autres solutions plus réalistes que celles qui consistent à changer l'équipe pourrie du gouvernement pour mettre une autre plus radicale afin que les populations puissent vivre comme elles le souhaitent ?

L'histoire récente de l'Afrique fait largement l'éventail des coups d'Etat et des changements de régime dans ce continent. Mais qu'est-ce qu'ils ont changé dans le sort des populations ? L'impérialisme continue toujours de piller avec l'aide des régimes de dictature qui se succèdent. Les injustices sociales se perpétuent et s'aggravent. Et la colère des populations éclate spontanément, quitte à défier les dictatures les plus féroces.

Si, comme cela s'est passé au Libéria et en Centrafrique, une partie non négligeable des populations des villes, tout en connaissant la nature féroce de ces régimes, a quand même osé les affronter, et de surcroît sans être armée, c'est que le mécontentement est très profond contre les dictatures.

Partout en Afrique, c'est la même situation qui prévaut. Même si la colère ne s'exprime pas toujours et dans chaque région par des violentes manifestations, des grèves ou des révoltes armées, elle éclate toujours, sous des formes diverses : religieuses ou ethniques par exemple. Les dictateurs sont constamment menacés de "troubles" "d'insécurité" qui rendent leurs régimes instables. Ce n'est pas pour rien que les Senghor, les Houphouët, les Moussa Traoré et consorts demandent constamment des fournitures d'armes, et des aides militaires à leur tuteur Giscard. .../...

Mais partout, jusqu'à présent, là où les exploités d'Afrique se sont affrontés aux dictatures, leurs luttes n'ont profité qu'à de nouveaux dictateurs qui, soit disant plus "radicaux", plus "démocratiques", ou plus "anti-impérialistes" ne s'appuient sur leur lutte que pour trouver le chemin du pouvoir, pour exploiter à leur tour les travailleurs et les petits paysans.

Ce qui vient de se passer au Tchad avec l'arrivée au pouvoir du Frolinat en est une illustration.

Oui, nous révolutionnaires socialistes, nous pensons que c'est possible de changer le sort des exploités. Mais à condition que les travailleurs et les paysans pauvres commencent dès maintenant à s'organiser en tant que classe exploitée, dans chaque pays. Qu'ils fassent appel à d'autres opprimés, pour lutter ensemble contre l'exploitation capitaliste et l'oppression dont ils sont victimes.

En faisant cela, ils se prépareront politiquement et d'une manière indépendante, pour que dans leurs prochaines luttes, ce ne soient pas les bourgeois nationalistes qui en profitent pour les opprimer.

Nous faisons appel ici dans l'émigration, à tous ceux qui veulent sincèrement s'associer au combat de la classe ouvrière, pour la construction d'un parti révolutionnaire dans chaque pays d'Afrique.

* * * * *
* * * * *
* * * * *

CAMARADE CE JOURNAL EST LE TIEN

FAIS - LE CIRCULER

FAIS - LE CONNAITRE AUTOUR DE TOI

ELECTIONS EUROPEENNES

Vive l'Europe débarrassée des frontières et du capitalisme !

La campagne électorale pour le parlement européen a commencé officiellement depuis le 26 mai. Son enjeu n'a rien de commun avec les grands discours des politiciens des neuf pays concernés. Ce parlement ne concerne que neuf pays sur la trentaine que comporte l'Europe. En plus ce n'est pas quelque chose de nouveau, puisque ce parlement existe déjà depuis vingt ans. Il n'aura strictement aucun pouvoir, sauf celui de faire des propositions qui seront soumises aux gouvernements nationaux.

Les leaders politiques se chamaillent pour dire tous à peu près la même chose. Dans le spectacle qu'ils présentent, il est d'ailleurs difficile de distinguer les uns des autres, et cela n'a pas l'air de passionner l'opinion publique.

Et les dirigeants des Etats d'Europe, comme Giscard, présentent cela comme un organisme d'entente et de paix entre les peuples, au delà des frontières. Voilà donc le représentant de l'impérialisme, c'est-à-dire des guerres mondiales et de la colonisation qui parle d'entente entre les peuples !

Pour Chirac, ces élections sont une occasion pour concurrencer les giscardiens et apparaître pour les élections présidentielles prochaines, en tête de course. Si de leur côté, Marchais pour le PC, Mitterrand pour le PS, dénoncent en parole la politique de Giscard, ils ne proposent rien de concret pour s'opposer à l'austérité et au chômage. Marchais mène une campagne nationaliste en s'opposant à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun. Il est aussi contre l'extension des pouvoirs de cette assemblée européenne. Il utilise le sentiment anti-allemand, le chauvinisme, ce qui est quelque chose d'aberrant, de révoltant pour un parti qui se réclame du communisme.

Dans ces élections, les partis de droite comme de gauche veulent tous la même chose : défendre les intérêts nationaux. Ils ne sont pas capables de supprimer les frontières. Bien au contraire, ces Etats en place sont les garants des intérêts des bourgeois nationaux. Et ils sont prêts, s'il le faut, comme par le passé, à entraîner les peuples à la guerre en développant le nationalisme et le sentiment chauvin. D'ailleurs si le marché commun existe, c'est parce qu'il est construit à l'avantage des gros industriels et des sociétés multinationales et non pour les intérêts des travailleurs et des petites gens de ces pays.

Il y a une autre chose sur laquelle ils sont tous d'accord : c'est d'imposer le seuil de 5% des suffrages pour avoir des candidats élus à ce parlement, alors que c'est des élections qui en principe se déroulent à la proportionnelle.

Certes, cette loi anti-démocratique est faite pour étouffer les voix de ceux qui gênent l'ordre établi du capitalisme dans ce parlement. Et cela n'a pas empêché malgré tout, que des candidats révolutionnaires se présentent à ces élections.

Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste Révolutionnaire présentent une liste commune avec Arlette Laguiller et Alain Krivine en tête. Ces deux organisations disent un certain nombre de choses qu'aucun parti de gauche ne dit. Contre le chauvinisme et le nationalisme des partis de gauche et de droite, ils proclament l'internationalisme prolétarien. Ils mènent campagne pour une Europe unie des travailleurs sans frontières ni patries. Ils affirment leur hostilité au racisme et à tout ce qui divise les travailleurs et les peuples.

L'Europe sans frontières est nécessaire, mais pour y arriver, les travailleurs devront s'unir pour la débarrasser du capitalisme qui exploite non seulement les travailleurs d'Europe, mais aussi les travailleurs d'Afrique et du monde entier.

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accomodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.